



CSAL FS du 17/09/2026

----- Liminaire

M le Directeur,

Nous nous réunissons aujourd'hui alors que la DGFIP a lancé sa nouvelle campagne de destruction du réseau, on annonce 300 fermetures/restructuration en France.

Et cela dans un contexte social extrêmement préoccupant.

Les **conditions de travail sont dégradées** par la **suppression des emplois** alors que les effectifs sont déjà insuffisants.

Une **vague de suicides** sans précédent frappe notre administration et on continue à trouver dans les coins des maltraitants qui maltraitent pour la gloire de leurs indicateurs ou par simple bêtise, pour le sport.

Ajoutons à cela des réformes permanentes qui nous épuisent, nous démotivent, réduisent nos droits et garanties et **des missions de service public fragilisées, abandonnées ou privatisées ; sans parler des hackers qui mettent en danger les agents et les usagers.**

Nous devons également faire face à l'opacité de plus en plus grande des recrutements/mutations à la tête du client. S'ajoute à présent aux pouvoirs des princes-directeurs la déconcentration des mesures disciplinaires... Les sanctions prises localement seront tributaires de la subjectivité et des tensions locales.

Enfin, Les traitements avec leur point d'indice gelé sont désindexés d'une inflation galopante (+13 % d'augmentation des prix depuis 2021 selon l'Insee). C'est la recette implacable d'une paupérisation des personnels, elle aussi galopante.

Pourtant, la vie chère n'est pas une fatalité, c'est un choix idéologique

Idéologique car économiquement, augmenter les traitements et salaires, c'est bon pour toute l'économie : plus de la moitié de la richesse produite en France dépend de ce que nous consommons.

Et c'est possible car nos voisins européens l'ont davantage fait ces dernières années.

En France les dividendes versés aux actionnaires progressent bien plus vite que les salaires.

Les entreprises reçoivent des milliards d'euros d'aides publiques et exonérations de cotisations sociales (211 milliards en 2023 !), sans contrôle ni contrepartie.

Pour améliorer notre niveau de vie et mieux reconnaître notre travail, La CGT revendique :

- **des hausses générales de tous les salaires, à commencer par le Smic ;**
- **l'augmentation du point d'indice dans la fonction publique ;**
- **l'indexation de tous les salaires et des pensions sur les prix ;**
- **le blocage des prix des carburants.**

En conclusion, le 29 septembre amplifions les grèves et la mobilisation intersyndicale pour obtenir des mesures salariales générales et immédiates.